

Non-Corrigé  
Uncorrected

**ARCHIVES**

Traduction  
Translation

**CR 98/12 (traduction)**

**CR 98/12 (translation)**

**Vendredi 12 juin 1998**

**Friday 12 June 1998**

008

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. M. Willis, je vous prie de poursuivre votre exposé.

M. WILLIS : Merci, Monsieur le président, Madame et Messieurs de la Cour :

43. La Cour se souviendra que la dernière partie de mon exposé d'hier concernait les dispositions de la législation de 1994 portant modification de la loi sur la protection des pêches côtières. J'ai aussi examiné la réglementation initiale adoptée en vertu de cette législation en mai 1994 et la réglementation de 1995, qui appliquaient aux navires espagnols une liste de sept mesures prescrites de conservation et de gestion. Une de ces mesures, bien entendu, était l'interdiction de pêcher le flétan du Groenland. J'ai conclu en soutenant qu'il ressort des exposés des deux Parties que c'est l'exécution de ces mesures qui a donné lieu au différend; et il *doit* en résulter que le différend est purement et simplement visé par les termes de la réserve.

Avant d'achever ce tour d'horizon de la législation canadienne, je dois ajouter quelques mots au sujet des trois projets de loi tout à fait dépourvus de pertinence que l'Espagne a versés aux débats cette semaine.

44. L'Espagne a dit beaucoup de choses, cette semaine, à propos du projet de loi C-8, adopté lui aussi en 1994. M. Sánchez Rodríguez a tiré de cette législation des implications extraordinaires et il a reproché au Canada de ne pas avoir traité du projet de loi C-8 dans notre contre-mémoire (CR, 98/9, p. 33, par. 17). Or, tout ce que le conseil de l'Espagne a dit au sujet de cette législation repose sur des conceptions fondamentalement erronées.

45. Le projet de loi C-8 ne contenait que deux dispositions de fond : l'une modifiait la loi sur la protection des pêches côtières et l'autre modifiait le code pénal, c'est-à-dire le code pénal général du Canada. (Le projet de loi figure sous la cote 1 de la documentation espagnole déposée cette semaine.)

46. En premier lieu, la disposition du projet de loi C-8 qui modifie la loi sur la protection des pêches côtières n'est jamais devenue une loi. Ce texte n'est jamais entré en vigueur. Il n'a jamais vu le jour. Il a été remplacé par une version légèrement différente, qui figure dans le projet de loi C-29. C'est l'amendement au projet de loi C-29 et non pas l'amendement au projet de loi C-8

qui est entré en vigueur. A l'évidence, donc, cette partie du projet de loi C-8 est dépourvue de pertinence.

009  
47. L'autre partie du projet de loi C-8 modifiait la section 25 du code pénal canadien. Cette disposition n'a pas grand chose à voir avec l'exécution de mesures en matière de pêche. Elle s'applique à tout officier de police et à tout autre agent de la paix dans le pays qui exécute une loi quelle qu'elle soit, par exemple l'exécution des lois sur les stupéfiants dans les rues de Toronto. Elle s'applique aux officiers chargés de la pêche, car eux aussi sont des agents de la paix, mais seulement à titre incident. Le but principal n'a rien à voir avec les pêcheries.

48. Ce qui compte plus, c'est que les inférences tirées par l'Espagne de cette disposition vont presque à l'opposé de son effet et de son intention véritables. Tout le but poursuivi, c'était de *réduire* l'emploi de la force et de le restreindre à des circonstances exceptionnelles. Ainsi la force de nature à causer la mort ou des blessures graves n'est-elle permise que dans des situations de *légitime défense*, ou quand elle est considérée comme nécessaire pour protéger une personne contre *la mort ou une blessure grave imminentes ou futures*, ou quand un détenu s'échappe d'un établissement pénitentiaire *et* fait peser une menace de mort ou de blessure grave sur d'autres personnes. En résumé, la force susceptible de causer la mort ou des blessures graves n'est permise *que* pour protéger la vie humaine et seulement à titre exceptionnel. Aucune de ces situations ne se rapporte spécifiquement à l'exécution de mesures dans le domaine de la pêche et aucune, à l'évidence, n'était présente en l'espèce.

49. Il importe de ne pas oublier *pourquoi* la législation a été adoptée. L'*Attorney-General* du Canada l'a expliqué au parlement dans un discours dont l'Espagne n'a présenté à la Cour que la première page cette semaine, mais dont on peut maintenant trouver les autres pages sous la cote 10 de votre documentation de ce matin. Il a expliqué que le projet de loi C-8 était nécessaire parce que la législation antérieure était *trop laxiste*, laxiste à l'excès dans la façon dont elle autorisait l'emploi de la force par la police et que les tribunaux canadiens l'avaient déclarée inconstitutionnelle

pour cette raison. Tout le but poursuivi consistait à réduire l'emploi de la force afin de protéger la vie humaine. *L'Attorney-General* a expliqué ce but dans les termes suivants :

«Le projet de loi prévoit que la force destinée ou susceptible de causer la mort ou un dommage corporel grave ne peut être employée pour arrêter un suspect en fuite que si elle est raisonnablement nécessaire à la protection d'une personne quelconque contre la mort ou un dommage corporel grave imminent ou futur et seulement si la fuite ne peut pas être empêchée par des moyens raisonnables d'une manière moins violente.

010 Ce projet de loi requiert une réaction proportionnée et respecte le principe de la modération» (*Débats de la Chambre des communes*, 14 février 1994, p. 1293).

50. J'ai consacré un certain temps à cette législation, non parce qu'elle est pertinente — elle ne l'est pas — mais parce que l'Espagne a indiqué de façon si pressante et incessante qu'un éclaircissement était nécessaire. Il est paradoxal, mais vrai, que les conseils de l'Espagne ont utilisé le projet de loi C-8 pour donner à entendre que notre législation se situe en dehors du champ de la réserve parce qu'elle autorise à employer la force d'une manière susceptible d'entraîner la mort ou un dommage corporel. Or les amendements au Code pénal prévus dans le projet de loi C-8 et sur lesquels se fonde l'Espagne ont pour but de protéger la vie humaine. C'est ce que confirmera une lecture rapide du projet de loi versé aux débats par l'Espagne cette semaine et figurant à la cote 1 de son dossier.

51. Même si l'Espagne avait eu raison, ou même à moitié raison, à propos de notre législation, tout cela ne resterait pas moins dépourvu de pertinence. Même si notre législation avait autorisé le recours à une force *excessive*, ou une force *disproportionnée*, ou l'emploi d'une force incompatible avec la pratique des Etats ou les conventions internationales, cela ne serait pas pertinent du point de vue de la compétence. Au contraire, ce serait la question même sur laquelle porterait le *fond* de l'affaire.

52. L'Espagne a également déposé cette semaine le texte du projet de loi C-62 intitulé : loi concernant les pêches. Ce projet de loi, Monsieur le président, avait été présenté en 1996 mais a été abandonné. Il n'a pas encore été représenté. Il avait pour objet principal de refondre notre législation dans le domaine des pêches — c'est-à-dire de réunir l'ensemble de celle-ci dans un seul

texte bien ordonné. C'est pour cette raison que ce projet de loi intégrait les dispositions de la loi sur la protection des pêches côtières, y compris celles du projet de loi C-29, dans un dispositif législatif plus vaste. Les dispositions du projet de loi C-29 sont répétées quasi mot pour mot aux articles 30 et suivants et n'auraient apporté *aucun* changement de fond tirant à conséquence pour la présente affaire.

53. Nous avons été franchement surpris de ce que l'Espagne essaie de faire dire au projet de loi C-27 — à savoir qu'il constitue une menace que le Canada fait peser non seulement sur la zone de l'OPANO mais aussi sur trois océans entiers. Nous invitons la Cour à lire le projet de loi. Son seul et unique but est de permettre au Canada de ratifier et de mettre en oeuvre l'accord de New York — je veux dire l'accord des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs. Il ne s'agit pas d'unilatéralisme, mais bien de multilatéralisme. Tout comme cette convention capitale, la loi concerne elle aussi la haute mer.

54. Nous ne comprenons pas l'opposition de l'Espagne au projet de loi C-27. M. Sánchez Rodríguez a mentionné trois articles mais sans donner aucune explication (CR 98/9, p. 38, par. 19). Si elle *ne* ratifie *pas* l'accord de New York, l'Espagne ne saurait alors avoir aucun motif de préoccupation valable au sujet du projet de loi C-27 qui met simplement en oeuvre cet accord. Si l'Espagne, ou l'Union européenne, ratifie *effectivement* l'accord et si elle ne souscrit pas à l'interprétation que le Canada lui donne dans sa loi, elle peut alors recourir à la procédure obligatoire de règlement des différends prévue par cet accord. Dans un cas comme dans l'autre, le projet de loi C-27 est totalement dénué de pertinence s'agissant de la question de compétence dont la Cour est saisie aujourd'hui.

**b) *La réserve ne s'applique qu'aux mesures «conformes au droit international»***

55. Je passe maintenant au point suivant de mon exposé, la thèse de l'Espagne selon laquelle la réserve ne s'applique qu'aux mesures qui sont conformes au droit international.

56. Le thème cardinal du mémoire de l'Espagne est aussi le plus surprenant. L'Espagne soutient en effet, sous une demi douzaine de formes différentes, que la réserve n'inclut pas toutes

les mesures de conservation et de gestion prises par le Canada dans la zone de réglementation de l'OPANO. Selon le mémoire espagnol, la réserve n'englobe que les mesures qui ne sont pas «contraires au droit international» et qui sont «appropriées» ou «incontestablement valables» (mémoire de l'Espagne, par. 7, 76, 90, 103 et 153-159). Cette semaine, les conseils de l'Espagne n'ont cessé de soutenir que le Canada n'avait aucun titre international et que, dès lors, les mesures prises ne sauraient par définition être considérées comme des mesures de conservation et de gestion (CR 98/9, p. 16-17, par. 7; p. 32, par. 15; p. 53-54, par. 39; CR 98/10, p. 12, par. 26; p. 17, 25-26). Cette thèse est développée sous une douzaine de variantes mais, dans tous ses différents avatars, elle revient à la même affirmation — le Canada n'était pas juridiquement habilité à prendre ces mesures et c'est pourquoi celles-ci ne constituent pas des mesures de conservation et de gestion visées par la réserve.

012

57. On peut répondre en deux mots à cette interprétation. Elle est contredite par le libellé même de la réserve qui ne renferme aucune des restrictions que l'Espagne tente d'y introduire. Une autre réponse est que l'interprétation avancée par l'Espagne est absurde car cela signifierait qu'il faudrait statuer au préalable sur le fond de chaque affaire avant de trancher la question de la compétence.

58. Le libellé de la réserve est décisif. La réserve du Canada englobe *toutes* les mesures de conservation et de gestion qu'il a prises à l'égard des navires pêchant dans la zone de réglementation de l'OPANO. Aucun terme restrictif n'est employé, on n'y parle pas par exemple de mesures «autorisées» ou de mesures «internationalement licites» ou encore de mesures prises en vertu d'un titre international valable. On ne saurait introduire dans le texte des mots qui n'y figurent pas. Cela reviendrait non pas à interpréter le texte, mais bien à le modifier sous *couleur* d'interprétation. Une mesure est une mesure, qu'elle soit licite ou non. Si la mesure est illicite, l'Etat engagera sa responsabilité juridique au regard du droit international de la responsabilité des Etats. Mais elle n'en demeure pas moins une mesure. Le terme lui-même est parfaitement neutre. Et si elle concerne

la conservation et la gestion des ressources halieutiques, cette mesure est — doit être — une mesure de conservation et de gestion.

59. La thèse avancée introduit également une contradiction logique dans la réserve de sorte qu'elle ne pourrait jamais s'appliquer. L'Espagne dit que les mesures étaient illicites en raison du lieu où le Canada les a prises — à l'extérieur de la zone des 200 milles dans la zone de réglementation de l'OPANO. Mais si l'on suit ce raisonnement, la réserve ne pourrait jamais s'appliquer à quoi que ce soit. Elle serait dénuée d'effet, quelles que soient les circonstances. La réserve englobe les mesures de conservation et de gestion dans la zone de réglementation de l'OPANO; tel est son objet, elle n'en a pas d'autre. Si elle a un sens quelconque, la réserve doit nécessairement se rapporter aux mesures prises par le Canada à l'égard de la zone de réglementation de l'OPANO qui est entièrement située au-delà de la limite des 200 milles.

60. L'Espagne reconnaît cette contradiction dans son mémoire. Elle y explique comment son interprétation donne à la réserve canadienne l'apparence d'une «contradiction dans les termes» ou d'une «incohérence maritime» (mémoire de l'Espagne, par. 77). M. Highet a dit cette semaine que cette réserve n'avait pas de sens et qu'elle était un oxymoron (CR 98/10, p. 17). La question est donc celle-ci : *la réserve a-t-elle un sens quelconque ?* Si la réponse est négative, nous nous trouvons devant une absurdité manifeste. Si la réponse est affirmative, c'est-à-dire qu'il faut donner un certain sens et un certain effet à la réserve, la thèse de l'Espagne doit être rejetée. M. Highet dit que la réserve n'a aucun sens, mais il est manifeste que cette affirmation n'est vraie que sur le *seul* fondement de l'interprétation retenue par l'Espagne, qui avance la thèse vraiment étonnante qu'une mesure de conservation et de gestion au-delà de la limite des 200 milles, *cela n'existe pas*.

61. On a insisté cette semaine sur la notion de «titre» — ou plutôt, sur la prétendue absence de titre du Canada. L'agent de l'Espagne a déclaré que la loi canadienne n'est qu'un fait et non pas une mesure parce que le Canada n'avait aucun titre selon l'Espagne. Et M. Sánchez Rodríguez a dit essentiellement la même chose : «[s]'il n'y a pas de titre, les prétendues mesures canadiennes ne sont pas des mesures mais des faits illicites purs et simples» (CR 98/9, p. 31, par. 12). Mais même

si on insiste sur le titre, c'est exactement le même argument que l'on ressort en substance : les mesures prises par le Canada ne sont pas visées parce qu'elles auraient été prises sans titre, sans droit ou sans compétence. En somme, l'Espagne affirme que les mesures étaient internationalement illicites et que la Cour doit dès lors être compétente.

62. La notion de titre a été invoquée cette semaine avec insistance, ce qui appelle une observation supplémentaire. L'agent de l'Espagne a défini le «titre» comme la source d'un droit — autrement dit de compétence (CR 98/9, p. 15, par. 5). Ainsi, en disant que l'affaire a pour objet le titre ou défaut de titre du Canada, l'Espagne dit simplement qu'elle a pour objet le point de savoir si le Canada avait le droit d'agir comme il l'a fait, ou compétence pour ce faire. Mais je prétends que cela ne nous dit absolument *rien* sur le point de savoir si la réserve est applicable; cela définit simplement la question sur laquelle la Cour aurait à se prononcer quant au fond. S'agissant de la réserve, la question doit être : le droit de faire quoi — ou compétence pour faire quoi — exactement ? Et la réponse est : d'adopter et d'exécuter certaines mesures de gestion et de conservation contre les navires espagnols et autres dans la zone de réglementation de l'OPANO. C'est cela, indiscutablement, qui est au coeur de la réserve du Canada.

63. L'Espagne a paru cette semaine établir une distinction entre «mesures» et «faits». Mais, Monsieur le président, une mesure *est* un fait. Et la catégorie des «mesures de gestion et de conservation» est purement factuelle. Elle n'a absolument rien à voir avec l'existence d'un titre juridique.

014 64. A certains moments, l'Espagne a laissé entendre que les mesures de gestion et de conservation doivent répondre aux normes et définitions énoncées dans diverses conventions internationales. Elle a cité la convention de 1982 sur le droit de la mer, la convention de l'OPANO et l'accord des Nations Unies de 1995 sur les stocks chevauchants (mémoire de l'Espagne, par. 72-73, 80, 81, 91).

65. Mais il s'agit là encore d'une tentative de faire dire au texte des choses qui n'y sont pas. La réserve parle de mesures de gestion et de conservation. Elle ne mentionne nulle part qu'il s'agit



des mesures définies ou autorisées par une quelconque convention internationale, ou adoptées en vertu d'une telle convention. Un traité peut définir l'expression «gestion et conservation» aux fins de ce traité, mais non aux fins d'un instrument juridique distinct et totalement indépendant tel que la réserve du Canada.

66. Quand on examine le contenu effectif des mesures adoptées en l'espèce, on voit mal où l'argument de l'Espagne pourrait mener, même s'il avait quelque fondement en droit. Les mesures en question sont des mesures de gestion et de conservation parfaitement ordinaires et la *seule* chose qui les distingue est le *lieu* où le Canada les a appliquées, à savoir la zone de réglementation de l'OPANO, qui se situe au-delà de la limite des 200 milles. Mais c'était justement toute la raison d'être de la réserve.

67. Ainsi, l'interprétation espagnole ne respecte pas les termes de la réserve. Il y a une autre objection. L'idée que seules seraient couvertes les mesures licites, appropriées ou valables, conduit à une autre absurdité, parce qu'elle implique que soit d'abord prise une décision sur le fond. Avant de pouvoir dire si la réserve a ou non pour effet d'exclure la compétence de la Cour, celle-ci devrait décider qui a raison et qui a tort sur les questions de fond qui sont au coeur même du litige.

68. Si l'affaire était examinée au fond, la question centrale — et même toute la question — serait de savoir si la mesure a ou non été licite. Or, si l'on acceptait l'interprétation de l'Espagne, ce serait justement ce point qui déterminerait la compétence. La Cour devrait dans tous les cas instruire le fond de l'affaire, ce qui est précisément ce que la réserve visait à empêcher. L'objectif normal d'une réserve est d'éviter une procédure sur le fond, de stopper d'emblée la procédure. L'interprétation de l'Espagne fait échec à cet objectif essentiel. Elle aboutirait à ce que la compétence cesse d'être une question préliminaire, pour devenir une question sur laquelle la Cour n'aurait à se prononcer qu'à la fin de l'affaire. L'ordre normal du processus décisionnel serait inversé. Et pourtant, cet ordre normal, où c'est la compétence qui vient en premier, n'est pas seulement logique : c'est celui auquel en fait les deux Parties ont souscrit dans la présente instance, et que la Cour a adopté.

69. L'interprétation de l'Espagne comporte un paradoxe. Dans tous les cas où les mesures canadiennes seraient jugées appropriées, la réserve s'appliquerait. Dans tous les cas où ces mesures seraient jugées répréhensibles, la réserve ne s'appliquerait pas. Que ce soit dans l'un ou l'autre scénario, toutefois, la réserve n'aurait absolument aucun effet, de procédure ou de fond, sur le résultat. Cet argument a ceci de commun avec tous les autres arguments présentés par l'Espagne qu'il rendrait la réserve parfaitement inutile, et inapte à produire des effets juridiques quelconques sur le fond.

70. M. Highet a dit qu'une réserve *ratione materiae* met nécessairement en cause certains faits — qui peuvent être très peu nombreux, comme dans la présente affaire, mais néanmoins des faits (CR 98/10, trad. fr., p. 24). Mais notre objection porte sur un point tout à fait différent : elle est que l'interprétation de l'Espagne obligerait la Cour à se prononcer sur la *licéité* des mesures — principale question litigieuse de fond — dès le stade de la compétence.

71. L'interprétation que donne l'Espagne de mesures «licites» ou «appropriées» tourne également en rond. Elle postule que l'Espagne a raison et que le Canada a tort sur le fond du litige, et que le Canada n'a pas de moyen à faire valoir sur le fond. Pareil raisonnement a des conséquences extraordinaires car, comme je viens de le mentionner, il supposerait que la Cour s'engage dès à présent, au stade de la compétence, dans un examen de la licéité des mesures canadiennes.

72. J'ai une autre observation à faire sur un point voisin. La réserve canadienne ne vise pas seulement les mesures de gestion et de conservation, mais l'exécution de telles mesures. Dans son mémoire, l'Espagne soutient que l'exécution doit également s'entendre dans une acception beaucoup plus restreinte que celle de l'usage ordinaire (mémoire de l'Espagne, par. 85-103, 154 et 157). En fait, l'interprétation que donne l'Espagne du mot «exécution» aurait pour effet d'exclure presque tout ce qu'un Etat côtier ferait normalement pour assurer le respect effectif de la réglementation par les navires pratiquant la pêche en eaux lointaines.

016

73. Pour l'Espagne, l'intention devait être de viser ce qu'elle appelle les mesures d'exécution «appropriées», à l'exclusion de mesures coercitives comme la saisie et l'arraisonnement (mémoire de l'Espagne, par. 90). Cet argument est parallèle à celui de l'interprétation restrictive des mesures de gestion et de conservation, et présente les mêmes vices. Dans le cas des navires de l'OPANO, l'Espagne laisse entendre que l'«exécution» devait comprendre uniquement les procédures convenues dans le cadre de l'OPANO, relatives à la visite à bord et à l'inspection en mer (mémoire de l'Espagne, par. 153). Mais si la réserve avait visé seulement les procédures de l'OPANO, que toutes les parties avaient acceptées et qui étaient en place depuis des années, elle aurait été inutile. Une réserve ne visant que des mesures *arrêtées d'un commun accord* n'aurait aucun sens. Ces mesures ne donneraient jamais lieu à un différend d'ordre juridique.

74. L'expression «mesure d'exécution» elle-même ne laisse subsister aucun doute sur le fait qu'une action coercitive est toujours possible. L'idée même d'exécution, si elle ne comporte pas le recours éventuel à la force, est pratiquement une contradiction dans les termes. C'est même tout à fait une contradiction dans les termes s'agissant de la législation sur la pêche hauturière applicable aux flottes allant sur des lieux de pêche.

75. Il est vain de spéculer sur des scénarios extrêmes allant au-delà de ce qui est normalement concevable en matière de mesures d'exécution visant la pêche hauturière. Les faits de la cause ne permettent nullement d'envisager de telles hypothèses. Même si l'on se fonde sur les faits tels qu'ils sont présentés par l'Espagne, aucune mesure extraordinaire ou inusitée n'a été prise.

76. M. Hight a parlé de bateaux bombardés, torpillés ou sabordés, de capitaine fusillé ainsi que son équipage (CR 98/10, p. 19-20). Non seulement rien de semblable ne s'est produit, Monsieur le président, mais rien de tel ne serait même imaginable aux termes de la loi canadienne en cause; des actes de ce genre seraient tous passibles de peines sévères en vertu du droit pénal canadien. M. Hight a inventé un scénario tout à fait captivant, mais qui n'a absolument rien à voir avec l'affaire dont la Cour est saisie. Il s'agit en l'espèce d'une action visant à faire appliquer la loi,

de mesures d'exécution d'une loi canadienne par les autorités compétentes et non, comme M. Highet le donne à entendre, d'une action coercitive à visée politique (CR 98/10, p. 18).

017

77. Un fait est certain : la réserve a été émise en corrélation avec le projet de loi C-29, c'est-à-dire la loi de 1994; et son objet, ainsi que l'a fort bien expliqué le ministre M. Ouellet, était de préserver l'intégrité de cette loi. L'Espagne l'a d'ailleurs presque établi elle-même au paragraphe 101 de son mémoire, où elle note que la réserve est «précisément contemporaine de l'introduction de cette législation».

78. Dès lors, l'expression «mesures d'exécution» utilisée dans la réserve ne saurait désigner rien de moins que les pouvoirs et procédures expressément énoncés dans la loi de 1994. L'article 7 de celle-ci a trait à l'exercice de pouvoirs d'inspection, d'arraisonnement, de saisie et de confiscation — c'est-à-dire les actions mêmes qui, selon l'Espagne, ne peuvent être considérées comme des mesures d'exécution. Le paragraphe 1 de l'article 8 autorise l'emploi de la force à l'occasion d'une arrestation licite, sous réserve de contrôles rigoureux prévus par la réglementation. Il est absurde de prétendre que la réserve, compte tenu du moment où elle a été formulée et de son objet, utilise l'expression «*mesures d'exécution*» de telle manière qu'elle n'englobe pas les mesures d'exécution énoncés dans la loi de 1994. Bien entendu, ce sont précisément ces mesures qui ont été appliquées en l'espèce.

c) *La loi C-29 ne serait pas une «mesure de conservation et de gestion»*

79. J'aborde le point suivant de mon exposé : l'argumentation de l'Espagne selon laquelle la loi de 1994 n'est pas une mesure de conservation et de gestion, car elle constitue plutôt un titre de compétence ou un cadre normatif. C'est l'un des principaux arguments avancés dans le mémoire de l'Espagne, mais comme il n'a été évoqué que brièvement par le conseil de l'Espagne cette semaine, je ne m'y arrêterai pas longuement.

80. Il n'est assurément nul besoin de démontrer qu'une mesure législative est une mesure. N'importe quel dictionnaire, ainsi d'ailleurs que les débats parlementaires reproduits en annexe au mémoire de l'Espagne, attestent que la loi de 1994 peut à bon droit être qualifiée de mesure. Donc

la seule question susceptible d'être posée est la suivante : s'agit-il d'une mesure de conservation et de gestion ? Il me semble que la réponse est presque contenue dans la question. Une mesure législative ne peut se définir que par sa fonction, son objet et son but. Il n'existe pas d'autre façon logique de relier les mots. Une loi sur le recouvrement des impôts est une mesure relative à la fiscalité ou à l'impôt; une loi de protection de l'environnement est une mesure se rapportant à l'environnement; une loi pénale est une mesure pénale; et une loi relative à la conservation et à la gestion des pêcheries est une mesure de conservation et de gestion.

018

81. Si l'on en vient à l'objet, à la fonction et au but de la loi qui nous occupe, les définir est extrêmement simple. J'ai déjà évoqué le contenu de la loi. Elle est rédigée de manière très précise. Elle a un objet unique et clairement défini, à savoir la conservation et la gestion des pêcheries dans la zone de réglementation de l'OPANO. Elle n'aborde aucun autre sujet. Cette loi concerne la conservation et la gestion de la première à la dernière ligne, et rien que la conservation et la gestion.

82. La conclusion que cette loi est bel et bien une mesure de conservation et de gestion est irréfutable. Or, dans son mémoire, l'Espagne prétend le contraire, avançant que si la réglementation est peut-être une mesure de conservation et de gestion, il en va tout différemment de la loi (mémoire de l'Espagne, par. 16 *d*) (*in fine*) et 17-19).

83. Dans son argumentation, l'Espagne tente de faire une distinction là où l'on ne saurait en discerner aucune. Elle cherche à séparer l'inséparable. Sans la réglementation, la loi n'a ni conséquences ni effet. Sans la loi, la réglementation n'a aucune valeur juridique, elle n'a pas même d'existence en droit. Si par exemple la loi est abrogée, les règlements cessent automatiquement d'exister. Pour toutes ces raisons, il est parfaitement irrationnel de parler d'une intention d'exclure la réglementation mais non la loi.

84. L'argument espagnol n'a aucun sens également d'un autre point de vue. Une réserve qui ne couvrirait pas la législation de base serait futile. Cette législation est le fondement de tout le reste, y compris la réglementation et l'exécution. Si la législation pouvait être contestée, tout pourrait l'être. On pourrait simplement contourner la réserve, dans absolument tous les cas, en

affirmant que ce ne sont pas les mesures mêmes qui ont déclenché le différend qui sont en cause, mais le texte ou le «titre» législatif sur lequel elles reposent. On pourrait tout simplement faire disparaître la réserve. Le résultat serait, en dernière analyse, que la réserve ne couvrirait rien du tout. La limitation de la compétence, qui est le seul objectif de la réserve, deviendrait illusoire.

019 85. Si l'Espagne prétend que c'est ce résultat que visait le Canada, alors elle nous accuse d'une conduite irrationnelle. Si l'Espagne affirme que nous ne visions pas un tel résultat mais que c'est pourtant celui auquel nous avons abouti, alors sa position est inconciliable avec la jurisprudence de la Cour.

86. Permettez-moi d'ajouter que cet argument n'est pas seulement superficiel mais aussi futile. Même si, d'une manière ou d'une autre, la législation n'était pas couverte par la réserve, ce sont le règlement de 1995 et son exécution à l'encontre de navires espagnols qui ont déclenché le différend. Et il en découle qu'il s'agit nécessairement d'un différend «découlant de ces mesures ou les concernant». L'argument espagnol est non seulement erroné : il ne sert pas la cause de l'Espagne.

87. L'argument selon lequel la législation de 1994 n'est pas couverte souffre d'un autre défaut, tout aussi rédhibitoire. Il est impossible de le concilier avec l'intention — et, Monsieur le président, je le souligne, l'intention *mutuellement reconnue* — qui a dicté la réserve (mémoire de l'Espagne, par. 5, 17, 107, 109, 123, 146). Dans son mémoire, l'Espagne cite la déclaration de M. Ouellet, le ministre des affaires étrangères, selon laquelle l'objet de la réserve était de protéger l'intégrité de la législation — une législation qui était présentée à ce moment même au Parlement canadien (mémoire de l'Espagne, par. 17). L'Espagne reconnaît honnêtement que son interprétation ne peut être conciliée avec cette déclaration. Elle ne fournit pourtant aucune explication et ne tente pas de résoudre cette contradiction (mémoire de l'Espagne, par. 5 et 17). Elle affirme simplement que la rédaction de la réserve ne reflète pas la déclaration du ministre parce qu'elle ne contient pas le mot «législation» (mémoire de l'Espagne, par. 5). Et l'Espagne de conclure par une question rhétorique : le texte de la réserve canadienne a-t-il été rédigé trop rapidement ? (mémoire de l'Espagne, par. 17). Je n'ai pas, Monsieur le président, d'excuses à présenter pour la rédaction de la réserve, qui exprime

l'intention du Gouvernement canadien avec toute la clarté que des mots peuvent fournir. Et la réponse à la question précise que nous pose l'Espagne a déjà été donnée : la législation *est* une mesure; c'est la plus typique de toutes les mesures gouvernementales; il n'y avait donc aucune obligation et *aucune raison* d'inclure le mot «législation» dans la réserve.

020  
88. Ce n'est pas la seule fois où l'Espagne reconnaît en fait que l'intention est incompatible avec son argumentaire. Elle déclare sans ambages, à la page 6 de son mémoire, que le Canada ne voulait pas que la Cour se prononce sur la compatibilité de sa législation avec le droit international mais que son intention a été vaine. L'Espagne juge ce résultat «curieux», mais elle omet d'en tirer la conclusion évidente, à savoir que ce résultat n'est curieux que parce que sa propre interprétation restrictive est manifestement erronée. Elle déclare ultérieurement, avec une clarté exemplaire, que le but de la réserve était clairement lié à l'application de la législation (mémoire de l'Espagne, par. 107). Donc l'argument de l'Espagne se réduit à ceci : le Canada avait une intention claire, qui était d'exclure la compétence de la Cour en la présente affaire, mais cette intention a été *ineffective* parce qu'il n'a pas choisi les mots qu'il fallait. Cet argument, Monsieur le président, ne saurait être accueilli. La reconnaissance par l'Espagne de ce que l'intention était d'exclure la compétence est fatale à son argument; et pas seulement à cet argument particulier, mais à *l'ensemble* de son argumentaire sur la compétence. La jurisprudence de la Cour refuse tout simplement un rejet général de l'intention; en particulier lorsque c'est une intention qui est reconnue par les deux Parties au différend.

89. Le mémoire de l'Espagne explique assez longuement comment le Canada aurait dû rédiger sa réserve (mémoire de l'Espagne, par. 133-146). Elle cite une série de réserves à des déclarations faites par d'autres pays, et présente ensuite ses propres propositions rédactionnelles. Mais qu'entend-elle démontrer exactement par là ? La zone géographique à laquelle la réserve canadienne s'applique est claire, son objet aussi est clair, et il n'y manque absolument rien.

90. Dans son mémoire, l'Espagne cite également les déclarations de la Barbade et de la Nouvelle-Zélande, qui visent la juridiction ou les droits invoqués ou exercés dans diverses zones

adjacentes à leurs côtes (mémoire de l'Espagne, par. 134, 137). Mais en réalité il n'y a aucune différence substantielle. Le mot «mesures» est un terme plus générique; il n'est pas limité aux actes en forme législative mais il est clair qu'il *comprend* les actes accomplis au moyen de la législation ou en vertu de celle-ci. L'Espagne souligne ici une distinction indifférente. L'Espagne demande aussi pourquoi la réserve canadienne ne contient pas le mot «législation» (mémoire de l'Espagne, par. 5 et 17); mais, là encore, la réponse serait que cela revient au même : la législation *est* une mesure et, à ce titre, à l'évidence couverte par les mots que le Canada a utilisés.

021

91. Le conseil de l'Espagne s'est référé à notre réserve de 1970 concernant la pollution marine et la pêche, réserve que nous avons abandonnée il y a quelques années (CR 98/9, p. 25, par. 4). Il n'en a pas expliqué l'importance. Certes, en 1970 la formulation était différente : elle visait les «droits et la juridiction», sans limitation géographique. Mais il n'y a assurément rien de défectueux dans une réserve qui décrit ce qu'elle vise plus précisément et plus concrètement, ce qu'à l'évidence fait la réserve de 1994. M. Highet a déclaré que la réserve aurait dû viser toutes «revendications de juridiction par le Canada dans la zone réglementaire de l'OPANO» (CR 98/10, p. 31). Ceci peut constituer un bon exemple de la manière dont l'approche espagnole obligerait les Etats à adopter des réserves *générales* inutilement larges dans l'exclusion de la compétence.

**d) *L'intention serait limitée aux navires apatrides et assimilés***

92. L'argumentaire de l'Espagne comporte encore une autre branche, reposant, celle-ci, sur l'intention. L'argument est que l'intention qui sous-tend la réserve canadienne n'était pas de viser tous les navires pêchant dans la zone de réglementation de l'OPANO, en dépit des termes simples employés. L'Espagne affirme que l'intention était limitée aux navires apatrides et aux navires de libre immatriculation, et que son application aux navires de l'OPANO n'avait jamais été envisagée (mémoire de l'Espagne, par. 7 et 118-119).

93. La Cour doit maintenant être perplexe, et non sans raison : nous venons de voir qu'à d'autres fins l'Espagne écarte l'intention avec un haussement d'épaule, mais ici elle argue que



l'intention est essentielle, et que malgré l'utilisation du mot «navires», sans aucune limitation, seuls certains navires sont concernés. La contradiction est frappante.

022 94. D'un point de vue purement factuel, l'argument de l'Espagne est difficile à comprendre. La législation canadienne elle-même établit qu'il n'y avait pas d'intention de limiter l'initiative aux navires apatrides ou de libre immatriculation. La législation permet la désignation de *n'importe quelle catégorie* de navires. Les deux Parties admettent que la réserve visait précisément à couvrir cette législation. La législation s'applique à toutes les catégories de navires et la réserve s'applique à toutes les catégories de navires. Comment peut-on déceler une restriction dans l'un ou l'autre texte demeure un mystère, d'autant plus que l'arrêt rendu dans l'affaire du *Plateau continental de la mer Egée* montre que les termes généraux d'une réserve ne peuvent être limités à une préoccupation historique particulière, réelle ou imaginaire.

95. Les arguments que l'Espagne tire des travaux parlementaires sont construits à l'aide d'extraits prélevés çà et là dans les procès-verbaux des débats parlementaires, isolés de leur contexte, et réassemblés comme un collage. C'est un exemple classique de l'art douteux de la citation sélective. En réalité, les navires apatrides étaient une préoccupation importante, mais ils ont été qualifié, lors des débats parlementaires, de *première cible* de cette législation et non, par implication, de *seule* cible possible (*Débats du Sénat*, 12 mai 1994, p. 458, mémoire de l'Espagne, annexe 16).

96. Le ministre des pêches et des océans a été plus que clair quant au champ d'application potentiellement illimité de la législation envisagée. Il a déclaré, aussi explicitement qu'on pourrait le souhaiter :

«On dit clairement cependant que tout bateau de pêche qui ne respecte pas les bonnes règles de conservation généralement reconnues s'expose à des mesures de la part du Canada... Tout bateau de quelque nation que ce soit pêchant de manière incompatible avec les bonnes règles de conservation pourrait, aux termes des pouvoirs accordés par le projet de loi, faire l'objet de mesures de la part du Canada. Il n'y a pas d'exception.» (*Débats des communes*, 11 mai 1994, p. 4216, *mémoire de l'Espagne*, annexe 15.)

97. «Tout navire de quelque nation que ce soit...» «Il n'y a *pas* d'exception.»  
Monsieur le président, les textes que je cite figurent dans les annexes du mémoire de l'Espagne, et nous n'arrivons pas à comprendre comment l'Espagne peut produire ces textes puis avancer un argument qui les contredit point par point.

98. M. Dupuy a parlé d'attente légitime (CR 98/10, p. 50-51, par. 30-31). Etant donné cette déclaration du ministre, M. Tobin, il est parfaitement clair que l'Espagne ne pouvait *pas* légitimement s'attendre à ne jamais être assujettie à la législation en cause, quelles que soient les circonstances.

99. M. Dupuy parle aussi d'un «divorce» entre l'intention du Canada au moment où il a fait sa réserve et les faits tels qu'ils sont en fait apparus (CR 98/10, p. 47, par. 24). Compte tenu de cette déclaration, il est clair qu'un tel divorce n'existait pas.

100. M. Highet dit qu'il est inconcevable que le Parlement canadien ait voté en faveur d'une loi qui allait être appliquée aux membres de l'OPANO (CR 98/10, p. 32). Mais, Monsieur le président, la déclaration de M. Tobin montre que c'est exactement ce qu'ont fait les membres du Parlement, délibérément, les yeux grands ouverts, sachant pleinement que cette législation pourrait, si nécessaire, s'appliquer aux navires de n'importe quelle nation.

101. L'argument espagnol fondé sur l'intention est donc triplement réfuté : il est réfuté par la législation que la réserve entendait couvrir, il est réfuté par les débats parlementaires sur lesquels l'Espagne elle-même a fait fond, et il est réfuté surtout par le texte de la réserve. Si le Canada avait eu l'intention de limiter l'étendue de celle-ci il aurait été très simple d'écrire quelques mots à cet effet dans le texte. L'absence de tels mots est concluante. La réserve s'applique à toutes les catégories de navires pêchant dans la zone réglementaire de l'OPANO et «il n'y a pas d'exception».

#### **Les interprétations espagnoles privent la réserve de tout effet pratique**

102. Le dernier sujet que j'aborderai ce matin est le principe de l'effet utile. M. Remiro Brotóns prétend que le Canada se préoccupe excessivement de l'effet utile de la réserve et que nous négligeons celui du reste de la déclaration (CR 98/9, p. 57, par.10). C'est tout à fait

faux. Le champ de la réserve est très limité : les pêcheries dans une zone géographique définie. Sont potentiellement couverts par notre déclaration les différends territoriaux, ceux relatifs aux frontières maritimes, aux investissements, au droit humanitaire international, etc. La liste est pratiquement infinie et rien de ceci n'est le moindre affecté par une interprétation qui permettrait à la réserve de déployer tous ses effets.

103. En revanche, les interprétations espagnoles priveraient manifestement la *réserve* de tout effet pratique. L'Espagne fait mine de respecter le principe de l'effet utile, mais seulement en conférant au texte un effet si insignifiant qu'il en est dérisoire.

104. Le principe de l'effet utile a ses limites. Il n'autorise pas à rectifier ou à modifier le texte, mais il requiert que l'on s'efforce de conférer un véritable effet pratique au libellé (*Annuaire de la Commission du droit international*, 1996, vol. II, p. 219). Les interprétations espagnoles ne répondent pas au critère de l'effet utile parce qu'elles vident la réserve de toute substance. Ce n'est pas par hasard. Les interprétations espagnoles vident la réserve de tout véritable sens parce que c'est exactement leur rôle. Elles ont été conçues de manière à priver la réserve canadienne de tout effet pratique et à ce qu'elle ne puisse pas atteindre son but déclaré d'exclure les contestations portant sur la législation canadienne.

105. Toutefois, au moins au niveau théorique, l'Espagne reconnaît que le principe de l'effet utile est pertinent et elle s'efforce, vaillamment, de fournir quelques exemples de questions qui échapperaient à la compétence de la Cour, même selon ses propres interprétations (mémoire de l'Espagne, par. 124-129). Or, cela ne fait que mettre en évidence l'insignifiance de la portée que l'Espagne voudrait conférer à ce texte.

106. J'ai déjà évoqué trois exemples frappants d'effet utile symbolique, d'effet utile réduit à sa plus simple expression. L'argument espagnol selon lequel la législation canadienne — la loi C-29 — n'entre pas dans le champ d'application de la réserve vise à réduire à néant cette dernière parce que toutes les mesures pertinentes sont effectivement fondées sur cette législation. Voilà un exemple frappant. Deuxième exemple : l'idée que les mesures de conservation d'un Etat

côtier s'inscrivent *par définition* dans la zone de 200 milles, de sorte que la réserve canadienne ne trouve pas à s'appliquer. Troisième exemple : l'idée que la réserve a peut-être été émise pour éviter tout différend relatif aux activités d'arraisonnement et d'inspection volontaires entreprises en application de la convention de l'OPANO (mémoire du Canada, par. 188). Mais, comme je l'ai déjà dit, cela n'aurait eu aucun sens pour le Canada de remplacer en 1994 sa clause facultative, simplement pour ajouter une nouvelle réserve visant à exclure des différends portant sur des activités *acceptées*, qui sont à la fois habituelles et non controversées.

025 107. Dans son mémoire, l'Espagne a indiqué un autre biais par lequel la réserve pourrait recevoir un effet utile, sans que cet effet puisse toutefois jouer en la présente instance. En l'occurrence, elle s'intéresse aux navires battant pavillon d'Etats non-membres de l'OPANO. Et elle laisse entendre, si nous avons bien compris, que la réserve pourrait avoir pour effet de faire obstacle à toute action en justice lorsque seraient en cause des navires battant pavillon d'Etats non-membres de l'OPANO, mais — et c'est un mais qui compte — elle ne jouerait pas en cas de mesures coercitives, comme l'arraisonnement et la saisie (mémoire de l'Espagne, par. 156-157). Une fois de plus, Monsieur le président, cela réduit à néant la réserve. La contrainte fait partie des mesures d'exécution essentielles dans ce contexte. Il serait irréaliste d'attendre que des bateaux de pêche hauturiers se livrant à une surexploitation non réglementée obtempèrent volontairement, uniformément et dans tous les cas. Ainsi, en laissant entendre que la réserve ne couvrirait que les procédures qui reposent sur l'exécution volontaire et la coopération, l'Espagne a pour position soit que la réserve devait être inapplicable, soit qu'elle ne s'applique pas à l'essence même des mesures d'exécution prévue par la loi en question. Aucune de ces propositions ne cadre avec le but déclaré de cette réserve et aucune ne lui confère le moindre effet utile.

108. Il ne reste donc que l'idée selon laquelle la réserve pourrait jouer pour faire obstacle à l'introduction d'une instance au nom de navires apatrides (mémoire de l'Espagne, par. 158-159). Mais même l'Espagne a concédé que la loi C-29 pouvait s'appliquer sans difficulté, du point de vue du droit, aux navires apatrides (mémoire de l'Espagne, par. 158). Il n'y a donc aucune raison

logique pour laquelle le Canada aurait pris la peine de déposer une nouvelle déclaration pour faire obstacle à des instances qui, en réalité, ne seraient jamais introduites.

109. En tout état de cause, la nécessité de l'effet utile ne saurait se limiter à la catégorie spécifique des navires apatrides. Par son libellé, la réserve s'applique à *tous* les navires. Et elle doit donc déployer ses effets à l'égard de toutes les catégories de navires.

110. M. Remiro Brotóns a indiqué que la réserve pourrait jouer dans le cas où le Canada prendrait des mesures discriminatoires en faveur des navires canadiens pêchant dans la zone de réglementation OPANO (CR 98/10, p. 11, par. 24). Mais cet argument ne tient pas. Prendre des mesures discriminatoires suppose que l'on dispose d'un certain pouvoir de coercition ou d'une certaine juridiction sur les navires qui font l'objet de la discrimination, sans quoi les mesures discriminatoires resteraient tout simplement lettre morte.

111. M. Highet a aussi laissé entendre que nous pourrions trouver un autre effet utile, compatible avec la position espagnole. Le Canada, a-t-il dit, aurait pu limiter l'accès des navires étrangers à la zone OPANO et la réserve aurait joué «à supposer que le Canada ait joué le jeu et strictement appliqué les règles, et qu'il n'ait pas utilisé la force (CR 98/10, p. 30). Mais comment le Canada pourrait-il restreindre l'accès des navires étrangers sans recourir à des mesures coercitives ? Les navires étrangers ne tiendraient tout simplement aucun compte des restrictions canadiennes. Elles seraient tournées en dérision. Et ce scénario ne fait que démontrer que l'idée même de prendre des mesures en matière de pêche sans disposer d'une capacité coercitive, y compris, éventuellement, l'emploi raisonnable de la force, «n'a aucun sens», pour reprendre une expression utilisée.

112. Monsieur le président, tous ces scénarios manquent de réalisme. Aucun d'eux ne répond à l'objection selon laquelle l'Espagne s'efforce de priver la réserve de tout effet pratique et qu'elle l'empêche d'atteindre son objectif. L'effet pratique de toutes les interprétations espagnoles, sans exception, est que les seules questions qui échapperaient à la compétence seraient, précisément, les questions qui ne donneraient jamais lieu à un différend juridique ou à une action en justice. Les

interprétations espagnoles ne résistent pas au test de l'effet utile, elles n'y résistent en aucune manière.

### **Conclusion**

113. Monsieur le président, Madame et Messieurs de la Cour, j'en arrive à la conclusion de mon exposé. Non seulement les arguments espagnols ne sont pas solides en droit, mais aussi ils compromettent la vitalité du système de la clause facultative. Ils incitent *de facto* à une politique d'interprétation restrictive. Cette politique obligerait les Etats, par simple prudence, à émettre des réserves bien plus vastes et radicales que nécessaire. Dans son argumentation, l'Espagne feint de préconiser les principes reconnus, mais elle prie en fait la Cour de ne pas tenir compte de l'intention manifeste de l'Etat déclarant. Et elle traite le principe du consentement comme un vestige symbolique de la jurisprudence établie, qui serait à respecter du point de vue de la forme mais non du fond.

114. Aucun de ces éléments n'aurait de bonnes répercussions, ni pour la Cour en tant qu'institution, ni pour la justice internationale, et aucun n'est justifié en droit. Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, la présente instance fournit une excellente occasion de défendre les principes les plus classiques et fondamentaux de la Cour et de sa devancière, en donnant plein effet au sens et à l'objectif évidents de la déclaration canadienne. Je remercie la Cour de sa patience et de son attention. Je vous prie de bien vouloir donner la parole à mon collègue, M. Weil.

Le PRESIDENT : Merci, M. Willis. Je donne la parole à M. Weil.

Mr. WEIL:

027

1. Mr. President, Members of the Court. It is always a great responsibility to be invited to take the floor before the Court. I am fully conscious of the obligation, but at the same time honoured and delighted, and I thank the Canadian Government for having afforded me this privilege. I should also like to pay my respects to the delegation of the Spanish Government, with which I have long-standing ties of friendship.

2. Mr. President, Members of the Court. In an attempt to overcome the obstacle placed in the way of its Application by the Canadian reservation, Spain did not content itself with twisting the meaning of each written word. These attempts at selective interpretation, which my colleagues have adequately addressed, were supplemented, in its oral arguments, by a wide-ranging offensive on which it appears to pin great hopes.

3. This case does not concern the protection of fishery resources; it concerns the competence, jurisdiction, power and title of the State. With continual hammering by the Agent and counsel of the other Party, this argument ceases to be merely an additional exercise in interpretation, on top of all the others devised by Spain in the hope of reducing to insignificance the meaning and scope of the reservation. No, it is something quite different. Having obvious difficulty in finding justification for the jurisdiction of the Court and in a desperate attempt to identify what my friend Keith Highet elegantly called "something left to litigate" (CR 98/10, p. 35), Spain is seeking to shift the boundaries of the debate.

Spain would like to convince the Court that this entire case — lock, stock and barrel — belongs outside the scope of the reservation, "far beyond fisheries, beyond management and beyond conservation" (CR 98/10, p. 17), we are told — on another planet, as it were. "We are not here", the Agent of Spain declared, "to take up the subject of fisheries management and conservation . . . [I]t is in order to speak about a dispute as to sovereign jurisdiction that Spain appears today before the Court" (CR 98/9, p. 12, para. 3; cf. p. 40, para. 2). Our terms of reference do not, we were given to understand, concern the narrow and specific field of the protection of Greenland halibut, plaice and other straddling fish stocks — "this case . . . is not about fish", Mr. Highet declared (CR 98/10, p. 21) — but rather the rules of general international law governing the physical extent and content of State power. Spain is willing to acknowledge that the reservation prevents the Court from ruling on matters of Greenland halibut, plaice and other straddling fish stocks. But for the Court to be barred by the reservation from venturing into the boundless and intoxicating realms of the foundations of the international legal order, and the

prohibition of the use of force, that — we are told in substance — would be inconceivable. The reservation relates to the world of fisheries, while our case concerns the principles of international law: that is the image Spain wishes to substantiate, in the hope that the Court will be able to render unto God the things that are God's, unto Caesar the things that are Caesar's, unto fisheries the reservation, and unto the Court the major principles. Our opponents perhaps hoped to find in this line of reasoning the absolute weapon which will carry all before it. I shall endeavour to show that they are wrong.

4. Allow me, Mr. President, to make a very important observation right away. As the Court will not have failed to note, while our opponents proclaim frequently, with much rhetorical ardour, that this case *is not* a case concerning the management and conservation of resources, they just as frequently contend that the case "exceeds" and "goes beyond" the domain of the protection of marine resources, is not "limited" to "mere" conservation and management, "does not relate essentially" to management measures, but "mainly" addresses "something else" (Application, pp. 11 and 13; Memorial of Spain, p. 35, para. 22; p. 37, para. 23; p. 85, para. 168; CR 98/9, p. 16, para. 7 and CR 98/10, p. 27). However, Mr. President, Spain thus acknowledges that the case goes at least as far, that even if it concerns something other than the protection of resources, it *also* concerns the protection of resources. *In plus stat minus*, we were told.

029

5. I could conclude my explanatory remarks on that note. Since Spain admits that the dispute *also* concerns the management and conservation measures taken by Canada, it admits that it is covered by the reservation. The debate is closed and the problem is solved: the reservation is applicable and the Court has no jurisdiction to rule on the Spanish Application. In short, the Spanish argument carries within it the seeds of its own collapse; it is self-destructive.

6. However, I should not like to give the Court the impression that I am evading debate. For that reason I feel it to be my duty to go further in my rebuttal of the Spanish arguments. Leaving aside, for the purposes of the demonstration, the fact that Spain acknowledges that the case submitted to the Court *also* concerns fisheries — in other words, that it is covered by the



reservation — I propose to show that the Spanish argument is utterly, completely and fundamentally flawed.

7. Over and above its apparent uniformity, the argument that has been set out before us comprises three different though closely interconnected aspects:

- (a) Spain contends first of all that the disputed Canadian measures are not covered by the reservation because, rather than management and conservation measures, they constitute claims of Canadian jurisdiction over the high seas supported by the use of force;
- (b) Spain contends secondly that the disputed Canadian measures are not covered by the reservation because they violate the norms of general international law relating to State jurisdiction and prohibition of the use of force;
- (c) Spain contends thirdly that the dispute submitted to the Court by Spain cannot concern the management and conservation of fishery resources, because fisheries do not fall within the jurisdiction of the member States of the European Union.

8. I intend to show that, in each of its aspects, the Spanish argument does not withstand scrutiny.

***First aspect of the Spanish argument: "The disputed Canadian measures are not management and conservation measures but claims of Canadian jurisdiction over the high seas"***

9. Mr. President, Members of the Court, in an attempt to move the debate away from the reservation, Spain argues in the first place that the Canadian measures at issue are not resource management and conservation measures but measures relating to the exercise of State power and the use of force on the high seas, in other words, the expression of a claim of jurisdiction beyond the 200-mile zone, this being the essence of its argument. Consequently, Spain argues, "the main subject of the dispute referred to the Court", "the core of the dispute" — these being the terms used by Spain — is "the question of Canada's international right to exercise its jurisdiction against foreign vessels on the high seas" (CR 98/9, p.16, para 7; p.31, para. 12; p.53, para. 39). By their

very nature, Spain concludes, the disputed measures move the case far away from the domain of the reservation into the area of the major principles of international law.

10. As was shown by my friend Alan Willis in his survey, for the Court's benefit, of the text of the Act and its implementing regulations, the Canadian legislation criticized by Spain — and these are the words he used a few moments ago — "is conservation and management from top to bottom, and nothing but conservation and management . . .". The Act of 12 May 1994, the implementing regulations under that Act, the summaries of impact studies which elucidate the regulations, all these instruments — as he has shown — are concerned exclusively, from start to finish and in almost every sentence, with the protection of stocks, fishery regulations, and the management and conservation of resources. They say nothing about State jurisdiction over areas of the high seas.

11. Mention should be made in this connection of the crucial statement made by the Canadian Minister of Fisheries and Oceans, Mr. Tobin, when presenting Bill C-29 in the House of Commons:

"We proposed a bill to give Canada the capacity, authority and ability not to extend our jurisdiction out beyond 200 miles, not to make a territorial grab, not to expand our economic zone and not to pull unto ourselves more territory or water . . .

We propose a measure today to give us the ability to enforce the conservation measures necessary to protect endangered species not just for ourselves but for the world . . . As I said, this is not an extension of jurisdiction; this is a conservation regime that we are introducing today." (Memorial of Spain, Annex 15, vol. I, pp.163 and 166.)

Could it have been put more clearly!

031 12. I should also point out that Section 5.1 of the Act of 12 May 1994 spells out the fact, which Mr. Willis has already noted, that the purpose of the Act is

"to enable Canada to take urgent action necessary to prevent further destruction of those stocks and to permit their rebuilding, while continuing to seek effective international solutions to the situation referred to in paragraph (d)".

Once again, could it have been put more clearly? What was intended by the Canadian measures, and what they did, was to protect fish resources from overfishing. They did not seek to extend Canada's jurisdiction, its "title", to an area of the high seas.

13. A few days ago, Professor Sánchez Rodríguez described as "impeccable" and "definitive" the section of an opinion by Sir Gerald Fitzmaurice which establishes a distinction between "measures of conservation on the high seas for the preservation of common fisheries" and a coastal State's claim unilaterally to assert the extension of its exclusive jurisdiction (CR 98/9, pp. 38-39, para. 20). We can only agree with this reasoning.

14. Furthermore, the Spanish Memorial does not dispute the fact that the aim pursued by the Canadian Government in tabling the Bill, and by the House and the Senate in adopting it, was in actual fact that of the management and conservation of resources. What does the Spanish Memorial say? It says the following: "In the final analysis, it seemed *that what was at issue was the protection of the Greenland halibut*" (Memorial of Spain, p. 34, para. 22; emphasis added). Mr. President, is protecting Greenland halibut anything other than ensuring the conservation of resources?

15. Just as surprising is the assertion by our Spanish friends, repeated ad infinitum, that not only the law and the regulations thereunder are unrelated to the protection of resources, but also and perhaps even above all, the enforcement measures adopted by the Canadian authorities with respect to the *Estai*. Concerning those measures, the Spanish Memorial affirms that "they were enforcing *something other* than measures of 'conservation and management'" (emphasis supplied in the original), that "they were enforcing the criminal jurisdiction of Canada or its general powers of sovereignty" (Memorial of Spain, p. 67, para. 94).

032  
16. Mr. President, the measures taken by a State to manage and conserve marine resources necessarily include — and cannot fail to include — provisions defining the powers of State authorities, governing fisheries and introducing penalties for breaches of those regulations. Provisions relating to the exercise of State power and criminal penalties for offences are an inherent

part of management and conservation measures. The concept of a conservation and management measure is not a disembodied notion: there can be no fisheries protection measure without the definition of a State power, without the allocation of powers to the coastal State, without restriction on the freedoms of fishing boats, without penalties for offences. The protection of the resources is the *objective* pursued, the exercise of State power is the *means* for its achievement. Spain would have the Court completely ignore the objective in order to concern itself solely with the means — which would amount to a distortion and dismemberment or mutilation of the Canadian reservation.

17. By advocating an interpretation of the Canadian reservation which would rule out its application whenever the issue involved was the exercise of State title, of a State power and recourse to State coercion, however restricted it might be, Spain is seeking to rob the reservation of all substance. Indeed, if such an interpretation were accepted, it would quite simply become impossible ever to identify any measure falling within the scope of the reservation. An interpretation leading to such an unreasonable result can only, in my view, be rejected by the Court.

18. The other Party seems to be particularly fond of the argument that a measure can only be described as a management and conservation measure within the 200-mile zone. Beyond 200 miles, as it has repeated in every register, such a measure is unlawful and thus no longer deserves the noble title of a conservation and management measure. To speak of a management and conservation measure on the high seas, we were told, is "nonsensical", an "oxymoron" (CR 98/10, p. 17). Using the same logic, I would readily affirm that this argument is sheer sophistry. A conservation measure is such by virtue of its nature, its content, its objective. If a given measure has, or does not have, the status of a management and conservation measure within the 200-mile zone, it will have, or will not have, the status of a management and conservation measure beyond the 200-mile zone. Boarding a vessel, and inspecting and seizing its cargo, is a management and conservation measure 250 miles from the coastline, just as it is 180 miles from the coastline. The sinking of a vessel and the murder of the master and his crew is no more a management and conservation measure at a distance of 180 miles from the coastline than it is at 250 miles. The

question whether a particular management or conservation measure, as applied on the high seas, is lawful or unlawful, represents a completely different problem. The nature of the measure is one thing — in our case, it determines jurisdiction. Its international lawfulness is another — that is a matter pertaining to the merits.

19. In a fine burst of oratory, Mr. Keith Highet launched into a series of "ifs" and "mays". What would have happened, he asked, if agents of a State in Canada's position had bombed the *Estai*, or torpedoed her from a submarine, or shot the captain and crew, or sank her to the bottom of the sea (CR 98/10, pp. 19-20)? I must say that I find it hard to understand what my distinguished opponent sought thereby to prove. The measures provided for by Canadian legislation are consonant with those prescribed by international conventions, including Article 73 of the 1982 Convention on the Law of the Sea, and by national legislations in respect of the conservation and management of living resources of the sea. Neither the Canadian Act of 12 May 1994 nor the regulations adopted on the basis thereof empower the Canadian authorities to bomb, torpedo or sink a foreign ship fishing in the NAFO Regulatory Area or to shoot at its captain and crew. And in the *Estai* case the Canadian authorities resorted to no such measures, but to acts as common and traditional as warning shots, the seizure of the vessel and its cargo, and its forcible escorting to a Canadian port. May my friend forgive me for observing that reasoning *ad absurdum* may be condemned by its very absurdity.

034

20. So much, Mr. President, for the first aspect of the Spanish thesis. To argue that our case is not covered by the reservation because the Canadian measures criticized by Spain are not measures for the protection of fishery resources, is to fly in the face of patent fact and common sense.

Mr. President, do you wish me to stop there?

The PRESIDENT: Yes, please.

Mr. WEIL: In that way I shall deal with the second aspect presently. Thank you very much,  
Mr. President.

Le PRESIDENT : Merci, Monsieur Weil. L'audience sera suspendue pendant quinze minutes.

*L'audience est suspendue de 11 h 15 à midi.*

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. Je donne la parole à Monsieur Weil.

Mr. WEIL:

***Second aspect of the Spanish thesis: "The reservation is not applicable because the norms violated are norms of general international law relating to State jurisdiction and the use of force"***

21. Mr. President, Members of the Court, being no doubt aware of the weakness of this first attempt to lift the case as a whole outside the scope of the reservation, our opponents sought to displace the debate from the terrain of the object of the measures to a quite different terrain through recourse to another line of argument. It is this second aspect of the Spanish thesis, the most important undoubtedly and also the most subtle, that I now propose to examine.

22. From Spain's written pleadings the opposing line of argument was as follows. The norms of international law violated by Canada are — it was written — general principles and rules whose scope extends beyond the specific field of fisheries. It is on the violation of these general principles and rules, Spain argued, that the Spanish Application asks the Court to decide, and not on violation of the rules governing the conservation and management of marine resources. The Canadian reservation — it was added — which covers fishery protection measures does not extend to questions of general international law. Since, Spain concluded, the debate in this case concerns the violation by Canada of principles of general international law, the reservation does not apply.

23. Of these essential and fundamental principles of general international law that Canada was accused of having violated, the Application supplied an impressive list in eleven points that it said

was not exhaustive (p. 7 *et seq.*), and a similar enumeration was included in the Memorial (p. 36, para. 23).

24. In their oral presentation our opponents concentrated on the legal title of Canada to exercise its jurisdiction on the high seas and the principle of prohibition of the use of force. I note in passing that our Spanish friends now have a slightly different understanding of the concept of title from that used in the Application. The "title" to which point 4 of the Application referred was the Canadian legislation as opposed to the "measures" for which the legislation served — to echo the term used — as a "frame of reference". At present, it is "title" — and no longer legislation — which, as defined by the Agent of Spain, is the source of Canada's right to maritime areas (CR 98/9, p. 15, para. 5). That being said, the substance of the Spanish thesis remain absolutely the same. Spain requests that the Court declare that the Canadian measures are contrary to general international law and asserts that because of the norms violated the reservation cannot apply. That is what the Agent of Spain explained with the utmost clarity when he said:

"[The dispute] chiefly relates to whether Canada possesses any title whatsoever to exercise jurisdiction on the high seas against ships flying the Spanish flag or, to put it another way, to the inconsistency of some Canadian norms with international law..."

and a little further on he said:

036 "[T]he Canadian Bills [C-29 and C-8] constitute wrongful acts in international law. They infringe an important series of principles of international law specified by us in the Application..." (CR 98/9, pp. 18-19, paras. 8-9.)

The wording has changed a little; the substance remains the same.

25. Before starting on the substance of this thesis, I should like to make three preliminary observations.

#### **A misuse of concepts and of vocabulary**

26. My first, very brief, observation will be to note that in speaking as it has abundantly done so in its written pleadings — more seldom in its oral arguments — of general international law, Spain lends this concept a meaning which is not entirely the one it possesses in the terminology of jurisprudence. In the language of the Court, it seems to me, the term "general international law"

refers to the rules of customary law which, unlike contractual rules, bind States "independently of any . . . assent, direct or indirect" — the Court will have recognized the famous formula of the Judgments in the *North Sea Continental Shelf* cases (*I.C.J. Reports 1969*, p. 28, para. 37). Furthermore, some judgments speak more explicitly of "general or customary international law" or again of "customary general international law".

Spain, on the contrary, when it speaks of the violation by the Canadian measures of principles and rules of international law, does not seek to oppose customary norms binding on all States to contractual norms binding only on the Parties. What Spain refers to is the fact that, according to it, the norms allegedly violated by the Canadian measures — freedom of the high seas, prohibition of force, territoriality of criminal law, etc. — have a broader scope than the specific and narrow field of the protection of fishery resources and concern other chapters and other aspects of international law.

So much for my relatively secondary first observation.

#### **A conception denying the unity of international law**

037 27. My second observation is that the Spanish thesis rests upon a conception denying the unity of international law since it postulates a separation between the norms specifically governing the protection of fisheries — which, as our opponents will have it, are said not to be concerned in our case, or not only concerned in our case — and the norms of general international law which they claim govern the dispute that Spain has submitted to the Court. This postulate, Mr. President, seems to me to be fundamentally erroneous. Between the specific question of determining the rights and obligations of States in regard to fishing in the various maritime areas and the broader question of determining State powers and jurisdiction, the link is indissociable. The principle of freedom of fishing on the high seas pertains as much to fisheries law as to general international law, and as much to general international law as to fisheries law. International law is not a spineless corpus of disconnected and fragmentary components. It constitutes a unit all of whose elements are interdependent.



28. The Spanish line of argument focusing on the greater or lesser scope of the norms that Spain alleges were violated by Canada is artificial and fallacious.

#### **An operation of dramatization**

29. Furthermore — and this will be my final preliminary observation — I believe it necessary to denounce the veritable operation of dramatization in which Spain has quite pointlessly engaged. The norms that Spain claims were violated by Canada are — Spain writes — norms forming the pillar of the international legal order and international life. Spain has no hesitation in speaking of a:

"policy of systematic violation of the fundamental freedoms of the high seas and of peaceful relations between nations, the use of force and the lack of all consideration for human life, bodily integrity, the safety of people at sea . . .";

it goes so far as to refer to the "most scandalous and surprising scorn for the norms governing international life (Spanish Memorial, p. 51, para. 40); it carries the charge as far as accusing Canadian legislation of embarking upon the process of — I hesitate to quote — "criminalizing the high seas through measures ... of the most serious kind conceivable" (Spanish Memorial, p. 20, para. 16). I am not making anything up, Mr. President; those are the very words used by Spain to stigmatize the offences that Canada is accused of having committed against the foundations of civilized living among States. On reading the Spanish Memorial we were, as it was, wondering how there could still be governments to maintain relations with a country so resolutely cutting itself off from the international community. But the worst was yet to come, for Spain went on in its oral arguments to describe Canada's conduct as "*barbarous*" (CR 98/9, p. 41, para. 4)! Nothing less, Mr. President, than "*barbarous*".

30. Another instance of this dramatization is the way in which Spain relies on the alleged violation by Canada of the principle of prohibition of the use of force. "A disquieting precedent of recourse to force in inter-State relations" is what we read in the Application (p. 11). On this theme of "recourse to force" or "use of force" the Spanish Memorial indulged itself at some length (e.g., Spanish Memorial, p. 12, para. 14; p. 17, para. 16; p. 29, para. 18; p. 86, para. 171), and

these expressions were uttered so often — dozens and dozens of times — by the counsel of the Spanish Party that I simply lost count. A real verbal bludgeoning! Better still: Canadian legislation, we are told, permits the Canadian authorities "to make use of the armed forces" (Spanish Memorial, p. 28, para. 17) and to use "armed force" (CR 98/9, p. 53, para. 39). The land, air and naval forces of Canada launched into attack against harmless Spanish fishing vessels. Too much, Mr. President, is too much.

039 31. That the prohibition of the use of force today constitutes, despite its limitations and difficulties of implementation, a "fundamental or cardinal principle" of international law, as the Court has said (*Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua, I.C.J. Reports 1986*, p. 100, para. 190), who would think of denying it? But what is concerned, as stated in Article 2, paragraph 4, of the Charter and as recently recalled by the Court in its advisory opinion on the *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons*, is the use of force "directed against the territorial integrity or political independence of a State" (*I.C.J. Reports 1996*, p. 247, para. 48). How can Spain dare — as it does several times in its written pleadings and as Professor Dupuy has just done in his oral arguments (CR 98/10, p. 54, para. 38) — to rely on Article 2, paragraph 4, of the Charter (Spanish Memorial, p. 24, para. 17) and the principle of the prohibition of "recourse to force in inter-State relations" (Application, p. 11) with regard to what, with regard to execution or enforcement measures that are perfectly normal, traditional and currently used by a State against foreign ships contravening conservation and management measures?

32. No, Mr. President, the force prohibited by the Charter has only the name in common with the force used by State authorities to enforce the law. By suggesting that in arresting the *Estai* Canada violated the fundamental principle of prohibition of the use of force, Spain is seeking to confuse the issues and is once more engaging in a veritable misuse of concepts and vocabulary.

33. The Spanish Memorial very honestly recognizes for that matter that, according to the statement of Minister Tobin, the intention of the Canadian Government was to "use the minimum amount of force required" (Spanish Memorial, p. 23, para. 17). He also recognizes that the *Estai*

incident did not go beyond "the warning shots, the pursuit on the high seas, the inspection of Spanish ships on the high seas, the arresting of their crews and the diversion into a Canadian harbour" (Spanish Memorial, p. 3, para. 7), "intimidatory manoeuvres with warning shots" and "using water cannon" (Spanish Memorial, p. 11, para. 13). As to the oral arguments, so profuse when it comes to accusing Canada of recourse to force, to what do they concretely refer? To the fact — I cite the counsel of Spain — that the *Estai* was stopped and inspected after "intimidatory manoeuvres" and "warning shots", that the boat and its crew "were forcibly escorted away and held incommunicado in the Canadian port of St. John's . . . , where the master of the Spanish boat was imprisoned and subjected to criminal proceedings . . ." (CR 98/9, p. 28, para. 8). The oral arguments also mentioned various measures of harassment and inspection (*ibid.*, p. 41, para. 3). And it is these eminently traditional measures of the law of the sea that Mr. Hight translated by "shoot at" (CR 98/10, p. 18) and "fire upon" (*ibid.*, p. 31) in order more easily to brandish before the Court the spectre of the absolute horror in international law of recourse to force.

34. The disproportion between the facts of the case and the indictment drawn up by Spain is flagrant. One cannot help thinking of the celebrated and oft-cited maxim of Talleyrand that "Everything exaggerated is insignificant."

**An argument which is legally unacceptable**

35. This said, I come to the crux of the matter. Spain contends that Canada's reservation, which precludes the Court from ruling on the Canadian measures of conservation and management and the enforcement of such measures, does not preclude the Court from ruling on the observance or violation by Canada of the norms governing the international lawfulness of these measures, particularly the principle of the freedom of the high seas and the principle of the prohibition of the use of force. This lies at the heart of Spain's line of argument.

36. Mr. President, it is the essence of the judicial function that the Court cannot decide an issue and at the same time disregard the norms which govern that issue. The Court cannot define a frontier line without identifying and applying the principles and rules which govern frontiers, even

040

when such principles and rules are applicable to matters other than the determination of frontiers, such as the principle of good faith, the rule of *pacta sunt servanda*, and the rules governing the validity or interpretation of a treaty. Similarly, having before it an application or special agreement requesting it to give a ruling as to the international responsibility of a State, the Court cannot adjudicate on the question put to it, namely the international lawfulness of the conduct of that State, and in so doing disregard the norms whose observance or violation are in issue. A dispute is constituted by an indivisible whole comprising facts together with rules of law. The Court cannot have jurisdiction with regard to one of these elements and not have jurisdiction with regard to the other. Jurisdiction and determination of the applicable norms go hand in hand, in tandem, and cannot be disentangled. Jurisdiction or lack of jurisdiction to deal with a dispute or a question implies *ipso facto* and *ipso jure* jurisdiction or lack of jurisdiction to define and apply the norms which govern that dispute or that question.

• 041

37. Let us imagine for a moment that Canada spelt out in its reservation that it excluded from the jurisdiction of the Court not only disputes relating to the Canadian measures of conservation and management but also to the principles and rules of law which govern such measures. Would this have changed anything?

38. What Spain is asking the Court to do, in the final analysis, is to find that it has jurisdiction to adjudicate on the rules of law which govern the Canadian measures, even though the reservation precludes it from adjudicating on the measures themselves. What Spain is asking the Court to do is to disregard the fundamental unity between the actual facts of a question submitted to the Court and the rules of law applicable to that question.

39. A few examples will shed light on these somewhat abstract comments.

40. If a State or States, under an optional declaration or an agreement respectively, vest jurisdiction in the Court to hear and decide a dispute or a category of disputes, on that ground alone the Court necessarily and automatically has jurisdiction to identify the applicable norms and to apply them to the actual dispute before it.

042 41. Thus, when Canada and the United States agreed under a Special Agreement to submit to a Chamber of the Court their dispute on the course of the single maritime boundary dividing their respective maritime areas in the Gulf of Maine area, on that ground alone, automatically, *ipso facto* and *ipso jure*, they vested jurisdiction in the Chamber to decide as to the principles and rules of law applicable to the dispute, even though these principles and rules were broader in scope, and exceeded the specific issue of maritime delimitation, such as the principles and rules relating to acquiescence and estoppel which the Chamber considered at length in its Judgment (*I.C.J. Reports 1984*, pp. 303 ff, paras. 126 ff). It would certainly not have occurred to the Chamber to say: "We have been given jurisdiction to determine a single maritime frontier but we have not been given jurisdiction to apply the wider rules governing acquiescence and estoppel."

42. Similarly, when Burkina Faso and Mali, or Libya and Chad, conferred jurisdiction on the Court to define their respective land frontiers, it would not have occurred to anyone, I believe, to contend that the jurisdiction vested in the Court for the purposes of defining the frontier did not include jurisdiction to apply the rules of international law governing the determination of land frontiers in general, including, if necessary, much wider rules concerning the interpretation of treaties, the *rebus sic stantibus* clause, and the relationships between equity and law, all these being concepts which were examined and applied in the Court's Judgment.

43. The essential, fundamental unity between the jurisdiction to hear a dispute and the jurisdiction to apply the principles and rules governing the dispute, be they wider in scope, is particularly striking when the dispute concerns the international responsibility of the respondent State. Once the Court had ruled, in its Judgment of 1984, that it had jurisdiction to determine the possible responsibility of the United States with regard to Nicaragua, it had no hesitation, in its Judgment on the merits of 1986, in adopting a position on some of the most fundamental, sweeping principles of general international law and in applying such principles: the relationship between customary law and treaty law; the significance of resolutions of the United Nations General Assembly; the prohibition on using threats or force; to name but a few. There again, it seems to

me, it would have not have occurred to anyone to contend that the Court's jurisdiction to make a finding as to the responsibility of the United States with regard to Nicaragua might not be extended to determining the applicable principles and rules, or to their application, on the pretext that such principles and rules had a wider scope and field of application.

043

44. Mr. President, what is true of consent to jurisdiction is just as true of a refusal of jurisdiction. When a State attaches to its declaration of acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court a reservation excluding disputes on a certain subject, on that ground alone, necessarily and automatically, it rejects the Court's jurisdiction to apply the principles and rules which would have governed the dispute had it not been exempted from the jurisdiction of the Court — even though the field of application of such principles and rules is wider than the specific subject-matter of the disputes concerned.

45. A quick look at the Court's *Yearbook* reveals that there are many States which have included in their declaration of acceptance of the Court's jurisdiction under Article 36, paragraph 2, of the Statute one or more reservations covering disputes defined by subject-matter: issues falling within the national jurisdiction of the declarant State, for example; issues relating to armed conflicts, military measures, hostilities; disputes arising from or concerning the status of the territory; etc. Would it then be enough, Mr. President, were it found that a dispute thus exempted, on the grounds of its subject-matter, from the jurisdiction of the Court involved wider norms, applicable to other areas of international law, would this be enough for a magic wand to be waved and the Court invested with jurisdiction to hear the dispute?

46. Let us take an example. In the case of a reservation exempting from the jurisdiction of the Court disputes concerning the frontiers or the territorial status of the declarant State, for the Court to have jurisdiction to adjudicate upon an application submitted by another State requesting it to determine the frontier line between the two countries, it would certainly not be enough for the applicant to allege that the respondent had violated the principle of good faith, or that the solution depended on a question of treaty law, or a question of intertemporal law. A dispute concerning the

determination of a frontier or the territorial status will not cease to be a dispute of that nature merely because the parties have discussed the rules on the validity or interpretation of international treaties or the rules of intertemporal law, or because the Court has to apply such rules.

044 47. Similarly, a dispute relating to armed conflicts, hostilities, military measures or a military occupation will almost inevitably involve wider principles such as those governing the use of force, self-defence, humanitarian law, and the effect of hostilities on treaties between belligerent parties, etc. Nonetheless, for all that, the Court would not have jurisdiction to deal with the dispute in the presence of a reservation exempting from its jurisdiction disputes relating to armed conflicts, hostilities, military measures or a military occupation.

48. When, as in this case, the declarant State has exempted from the jurisdiction of the Court disputes relating to a certain subject, it depends on the subject-matter whether or not the dispute referred to the Court falls within its jurisdiction; it does not depend on the applicable law or the rules which the applicant State claims have been violated. Consequently, once the dispute relates to the subject defined in the reservation, it is exempted from the jurisdiction of the Court, whatever the nature or the scope of the rules which the applicant State claims have been violated.

49. To return to the present case, once it has been established that the measures in dispute are measures of conservation and management of the resources of the sea, it matters little that the principles and rules which Spain accuses Canada of having violated do not apply solely or specifically to the conservation and management of resources or that they are broader in scope, exceeding that specific concern. The sole question which the Court must ask itself is the following one: does the dispute brought before the Court by Spain's Application arise from the Canadian measures of conservation and management or from the enforcement of such measures, or does it relate to such measures or to their enforcement? Spain wishes to substitute a totally different question, namely: does the dispute brought before the Court involve wider principles and rules of international law, beyond the specific field of the protection of the resources of the sea?

045

50. Mr. President, the law applicable to a dispute does not have the effect of vesting jurisdiction in the Court when the Court does not have jurisdiction on some other grounds. In a nutshell, *applicable law is not a title of jurisdiction*. As the Court said,

"it is one thing for a State to advance a contention that the law applicable to a given dispute derives from a specified source; it is quite another for that State to consent to the Court having jurisdiction to entertain that dispute, and thus to apply that law to the dispute" *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, (I.C.J. Reports 1986, p. 33, para. 46).

51. Specifically, Spain contends that the Canadian measures and the enforcement of such measures constitute internationally wrongful acts because they violate the general principles relating to the title of States to exercise their jurisdiction on the high seas and relating to the prohibition on the use of force. This argument is worthless. Since the Court does not have jurisdiction, because of the reservation, to adjudicate on Spain's Application for a declaration as to Canada's international responsibility and on the related requests for cessation, desistance and compensation, on that ground alone the Court does not have jurisdiction to adjudicate on the alleged violation of these principles by Canada. This, so it would seem to me, Mr. President, is the simple legal truth.

52. There is worse, however. Spain's line of argument flies in the face of all common sense. Were it true, as Spain contends, that a reservation defined by the subject-matter of the dispute is no obstacle to the jurisdiction of the Court from the moment the applicant State supports its application by relying on wider principles and rules, there would be scarcely a case left to which the reservation might actually apply. To eviscerate a reservation which excludes disputes defined by the subject-matter, it would be enough — and the danger cannot be minimized — for the applicant State to rely on the violation of general principles and rules by the respondent State, or on the application to the dispute of such general, wider principles and rules, namely principles such as good faith and binding force of treaties.

53. It is almost impossible for a declarant State, in making its declaration, to imagine in advance all the rules — treaty rules, customary rules or others — which might apply to a future dispute. Moreover were a declarant State, *mirabile dictu*, to have sufficient imagination to manage



046

to frame its reservation in a manner broad and clever enough to cover and include all norms which might possibly be relevant, the reservation nonetheless runs the risk of being neutered, of failing to achieve its objective. All it would take would be for a third State to file an application based on rules which were obviously totally immaterial, rules which the declarant State, naturally, would not have mentioned in its reservation. In the long run the applicant State would obviously lose on the merits, that is certain, but in the interval it would have obliged the State making the reservation to submit, if I may make so bold as to use this term, to submit to judicial proceedings on the merits. The declarant State would become the plaything or hostage of the other party's arguments, however extravagant.

54. To safeguard themselves against the risk of thus seeing their reservations neutered and eviscerated, governments would find themselves prompted to incorporate into their optional declarations reservations framed in increasingly detailed and extensive terms, even to resort to the ultimate weapon of simply withdrawing their declarations. The very future of the optional clause system of Article 36, paragraph 2, of the Statute would be placed in jeopardy. Were the criterion of reservations defined by the subject-matter of the dispute to drift into including — as Spain contends, for this is the essence of its reasoning — the full field of operation of the norms relied upon by the applicant State or the full sweep of applicable law, it would sound the death knell of the future of the optional clause.

55. We may add that, were the application of a reservation exempting from the jurisdiction of the Court disputes defined by their subject-matter to depend on the nature of the norms allegedly violated by the respondent and on the rules applicable to the settlement of the dispute, proceedings on jurisdiction would inevitably veer in the direction of being proceedings on the merits. Spain's line of reasoning in this regard thus appears in the light of yet another endeavour to push the Court into dealing with the merits at the preliminary stage of jurisdiction. The question as to whether Canada has or has not violated certain norms is a question of the merits, a question for the Court to explore only if it decides that it has jurisdiction. At the present stage of proceedings, the

047

question is exclusively whether or not the dispute brought before the Court by Spain arises out of or concerns conservation and measurement measures taken by Canada with respect to vessels fishing in the NAFO Regulatory Area. It is that question, no other, which the Court has to settle in this case, at this preliminary phase. What the Court said in the *Fisheries Jurisdiction* cases and repeated in the *Nuclear Tests* cases can be transposed word for word to the present case:

"In the present phase [this case] concerns the competence of the Court to hear and pronounce upon this dispute. The issue being thus limited, the Court will avoid not only all expressions of opinion on matters of substance, but also any pronouncement which might prejudice or appear to prejudice any eventual decision on the merits." (*Fisheries Jurisdiction*, *I.C.J. Reports 1973*, p. 7, para. 11, and p. 54, para. 12; *Nuclear Tests*, *I.C.J. Reports 1974*, p. 258, para. 16; p. 461, para. 60.)

56. Mr. President, I have come to the end of this point save that I must say a short word on an argument put forward by Spain in its endeavour to break free from Canada's reservation.

57. If I have understood it properly, this argument runs as follows. Had Canada intended to exempt from the Court's jurisdiction the disputes involving Canada's right to exercise its jurisdiction on the high seas, in other words involving its title, "it could easily have done so" — these are the words used in the Memorial of Spain (para. 170). How could it have done so? Quite simply, so our opponents claim, by framing its reservation differently.

58. A curious one, Mr. President, the argument that Spain relies on here. A dispute may be characterized and defined in a number of ways, and a reservation excluding from the Court's jurisdiction disputes characterized and defined in a certain manner does not cease to apply because those disputes could have been characterized and defined differently. Let me explain.

59. In the case concerning the *Aegean Sea Continental Shelf*, the Court held that a dispute over the Greek continental shelf fell within the terms of a reservation excluding its jurisdiction in respect of disputes relating to the territorial status of Greece. Clearly, the dispute submitted to the Court by Greece could have been characterized and defined in a thousand other ways, and it could have been covered by reservations employing different criteria. Whether the Greek reservation had excluded from the Court's jurisdiction disputes concerning delimitation of the continental shelf, or

048

maritime boundaries, or the status of maritime areas, or the law of the sea, the case brought before the Court by Greece would still have fallen outside its jurisdiction. And no one would have dreamt of arguing that the fact that the dispute could have been characterized and defined otherwise than by reference to the "territorial status of Greece" was sufficient to exclude it from the terms of a reservation referring to the "territorial status of Greece".

60. In a word, in order for a dispute to be covered by a reservation, *it is both necessary and sufficient* that it comes within the category to which that reservation refers; the fact that it could also have been placed within some other category is of no relevance or effect whatsoever.

61. The efforts by the other side to misrepresent the reservation do not, however, stop there. In an attempt to escape the effects of the reservation, our opponents also make great play — again from the standpoint of violated norms — of what is at stake: of the importance and interest of the proceedings (see CR 98/9, p. 54, para. 40). They argue that, since Spain's Application alleges the violation by Canada of the fundamental principles and norms of international law, the issues at stake in the case, and its importance and interest, go beyond fisheries problems, the only matters covered by the reservation — that their scope is far wider than a mere matter of fisheries. And to treat this dispute as one of minor importance, concerning only fish and fishers, would be, they contend, to adopt a far too narrow approach. From this, it is but a short step to accuse Canada of adopting a politically incorrect attitude, in that she is seeking to "block" the Court's jurisdiction in a case of so fascinating a nature, where the stakes go far beyond the narrow field of fishing rights. Our opponents have not hesitated to take that step.

62. These criticisms are of course addressed not just to Canada, but to the Court itself, which Spain urges not to allow itself to be robbed of such a splendid case, or to deprive itself, in the name of a mean and narrow-minded interpretation of the Canadian reservation, of the opportunity to accomplish its judicial mission in fields as important as the territorial competence of States, the use of force, the exercise of State power and the powers of States over maritime areas adjacent to their coasts.

049

63. Mr. President, the importance and interest of the case are totally irrelevant to the issue of the scope of the Canadian reservation. Those are not the criteria used in the reservation. It does not seek to exclude certain disputes by reference to their importance or to what is at stake; it excludes them by reference to their subject-matter. The fact that the dispute is alleged to involve — and I cite here the Spanish Memorial — "an important and fundamental legal position" (Memorial of Spain, para. 168, p. 114 [p. 85 in the English translation]) cannot of itself bring it within the Court's jurisdiction, when it has clearly been excluded by the express terms of the reservation. Since when, I ask myself, has the interest or importance of a case constituted a title to jurisdiction? In the *East Timor* case, the Court, having upheld one of the preliminary objections raised by Australia — the Respondent in those proceedings — added that it "[could] not rule on Portugal's claims on the merits, whatever the importance of the questions raised by those claims and of the rules of international law which they [brought] into play" (*I.C.J. Reports 1995*, p. 105, para. 36).

64. The Canadian reservation excludes from the Court's jurisdiction not minor disputes but disputes — whatever their importance — concerning conservation and management measures. That is clear beyond peradventure! If the Court had jurisdiction to hear Spain's Application, then it would indeed have questions of great interest to rule on. However, if it does not have jurisdiction, then that lack of jurisdiction cannot be transformed into jurisdiction through the magical effect of the importance of the questions of substance involved or the size of the stakes. The passage that I have just cited from the *East Timor* case puts an end to the discussion: *the importance and interest of the issues involved do not, I repeat, constitute a title to jurisdiction.*

***Third aspect of the Spanish thesis: "The dispute submitted to the Court by Spain cannot concern the management and conservation of fish stocks, because fisheries is not a matter falling within the jurisdiction of the member States of the European Union"***

65. This now brings me, Mr. President, to the third and final aspect of the Spanish attempt purely and simply to short-circuit the Canadian reservation.

050

66. In support of its attempt to persuade the Court that this case falls totally outside the terms of the reservation, Spain has put forward a curious argument derived from the division of competence between the European Union and its member States. Given, argues Spain, that fisheries is a matter falling within the jurisdiction of the Community, the very fact that Spain has brought these proceedings before the Court proves that "we are dealing with an international dispute lying outside Community jurisdiction" (Spanish Memorial, para. 21, p. 49 [p. 33 in the English translation]), that is to say, outside the issue of fisheries conservation and management, and hence outside the scope of the reservation. In other words, Spain is saying, the fact that she has brought the case before the Court in itself proves that this is not a fisheries matter, for, if it were, it would have fallen within the Community's jurisdiction, and Spain would surely not be so irresponsible as to bring a case before the International Court of Justice which no longer fell within its own jurisdiction but was properly a matter for the Community.

67. The circular nature of this argument leaps to the eye. Spain founds its contention that the disputed measures do not concern the conservation and management of fishery resources on the fact of its having instituted these proceedings, which is precisely to beg the question. With all due respect to our opponents, this is rather as if, in order to show that its conduct was internationally lawful, a government were to argue: "The fact that I acted as I did proves that I was entitled to do so."

68. To this must be added the further point that the reservation is stated to apply to "vessels fishing in the NAFO regulatory area". The reservation covers all conservation and management measures taken with respect to such vessels, irrespective of whether a particular measure relates to Community competence or to that of member States. If, tomorrow, the registration of fishing-vessels were to be transferred from the jurisdiction of individual member States to that of the Union as a result of the establishment of a single register — a sort of Euro-Register — would that change anything as regards the applicability of the reservation in the event of a dispute with a member State? But that is not all.

051 69. As an extension of this thesis, which is in itself surprising enough and difficult to understand, in their oral pleadings our opponents have just produced a still stranger argument.

70. Yes, they admit, the measures taken by Canada did provoke a dispute over fisheries. But, given that fisheries are a matter pertaining to the jurisdiction of the European Union rather than that of member States, that dispute, they contend, was not between Canada and Spain but between Canada and the European Union. That dispute, they say, was dealt with by the agreement concluded between the European Union and Canada on 20 April 1995. But, they further argue, it is not that dispute which Spain's Application now seeks to bring before the Court. The dispute to which the Spanish Application relates is, they contend, a quite different one — of a bilateral character — between Spain and Canada. This dispute, they argue, is not about the conservation and management measures taken by Canada, but about the violation by Canada of certain fundamental principles of general international law: in particular the prohibition on the use of force. This dispute, they contend, Spain is entitled to bring to the Court, since it concerns her rights as flag State, and — unlike fisheries, which is now a matter for the European Union — the protection of the flag remains a matter for which the Union's member States are competent. This dispute, they claim, which concerns not fisheries but State jurisdiction, is not covered by the Canadian reservation.

71. In a word, if our opponents are to be believed, it is not a fisheries dispute between Canada and the European Union that Spain has submitted to this Court but a dispute over general international law between Canada and Spain. It is on this latter dispute, concludes Spain, that the Court is invited to rule; and, it is claimed, no impediment can be derived from the Canadian reservation so as to prevent the Court from hearing the case, since this has ceased to be a dispute concerning fisheries. That in essence, if I have understood it correctly, is the thesis put forward by the Agent of Spain and by Professor Remiro Brotóns (CR 98/9, p. 7, para. 8, and pp. 42 *et seq.*, paras. 8 *et seq.*).

052

72. In truth, the separate elements of this thesis were already to be found in the Spanish Memorial, where it was stated, in a somewhat sibylline fashion that we had difficulty in understanding at the time, that:

"The agreement [of 20 April 1955 shows that] the extent of the reservation of Canada coincides with the extent of the competences in relation to fishing that have been transferred to the Community by its member States. And if there is anything more than this — and it is true that there is something more — it will remain outside the agreement and, without any doubt, outside the scope of that reservation." (Memorial of Spain, para. 176, p. 122 [p. 91 in the English translation].)

The seed had been sown, but it was only at the pleadings stage that it bore fruit. Professor Remiro Brotóns moreover cited this passage word for word (CR 98/9, p. 43, para. 10) and developed this thesis at length.

73. It is not without interest to note, I remark in passing, that certain aspects of this thesis have already been argued in a work published in 1997 by a Spanish diplomat, Ambassador José A. de Yturriaga, under the title *The International Regime of Fisheries. From UNCLOS 1982 to the Presential Sea*. The Court will recall that Canada protested against the fact that, contrary to every rule and practice, the author was able to obtain access to the written documents in these proceedings.

#### **The diplomatic exchanges**

74. Mr. President, this theory — this curious theory — is entirely without foundation. To appreciate this — and I beg the Court's indulgence if I must now burden it with certain matters of detail — one need only compare the notes of protest addressed to Canada in 1994 and 1995 by the relevant European instances with regard to the so-called fisheries dispute and those addressed to Canada over this same period by the Spanish authorities with regard to the so-called dispute over general international law. Two points clearly emerge: the protests — both European and Spanish — relate to precisely the same measures and to precisely the same facts, namely the Canadian Act of 12 May 1994 and its implementing legislation, and the boarding and seizure of the *Estai*; both protests are founded on the dual, inextricably linked grounds of the fisheries protection

053  
legislation and the general principles of international law. *Nowhere in these documents, whether European or Spanish, do we find the slightest evidence — and I do mean the slightest — of the dichotomy dreamed up by our opponents between a Europe-Canada dispute over fisheries and a Spain-Canada dispute over general international law.*

75. For example, let us take the European Community's Note Verbale of 10 June 1994, large extracts of which have been reproduced by Spain itself in its Memorial (Memorial of Spain, p. 30, para. 19; full text in Memorial of Spain, Ann. 18, Vol. I, p. 301). Far from limiting its protest against Bill C-29 to fisheries concerns, it is on the general international law aspects and sovereignty that the Community lays emphasis. Referring to the Canadian Law and the Regulation implementing it, the European Note Verbale states: "The European Community and its Member States . . . consider . . . that *no State may validly purport to subject any part of the high seas to its sovereignty.*" (Emphasis added.) The words are not those of the Spanish Government, but of the Community.

76. When, almost a year later, the European Community was to protest against the arrest of the *Estai*, it would no longer limit its protest to aspects relating to fishing matters, but would once again deliberately, resolutely, adopt a general international law stance. Indeed, in a statement published on the very day of the *Estai* incident (Memorial of Spain, Ann. 13, Vol. I, p. 63) the European Commission was to condemn "the seizure by the Canadian authorities of a Spanish fishing vessel in international waters . . . *outside Canada's jurisdiction*" (emphasis added).

77. On the day after the *Estai* incident, i.e., 10 March 1995, the European Commission was to transmit to the Canadian Government a Note Verbale (Memorial of Spain, Ann. 11, Vol. I, p. 53), whose content is once again fatal for the thesis of the two disputes. What does the European Commission say? It says:

054  
«L'arraisonnement d'un navire dans les eaux internationales par un Etat autre que l'Etat dont ce navire arbore le pavillon et sous la juridiction duquel il est placé est *un acte illégal tant au regard de la convention de l'OPANO que du droit international coutumier...*



Cette grave violation du droit international va bien au-delà de la question de la conservation des ressources halieutiques. L'arraisonnement est un *acte illégal qui méconnaît la souveraineté d'un Etat membre de la Communauté européenne...*» (Italiques ajoutées.) [Traduction du Greffe.]

78. The Court will have noted that the European Commission relies upon the fact that the breaches perpetrated by Canada in its eyes go beyond fisheries matters, *far beyond the question of fisheries conservation*, and touch upon the problem of "State jurisdiction" — which is precisely the claim Spain relies upon in support of what it alleges is a purely general international law dispute between Spain and Canada, distinct from the fisheries dispute between Europe and Canada. As we see, nothing in the European protests confirms the Spanish thesis that the Community authorities, although first opposed to Canada, ultimately reached an agreement with it on fisheries matters, leaving Spain and Canada facing a general international law dispute. This thesis is contested in the most decisive manner by the fact that these allegedly separate disputes are treated in the European Notes side by side and indissociably.

79. So much for the European protests. Let us now turn, for a few moments if we may Mr. President, to the counter-proof, I mean to the Spanish protests. The Spanish Government did not confine itself to relying upon alleged breaches by Canada of general international law and of its sovereignty or of its title, no. The Spanish notes of protest refer to precisely the same facts as the European notes of protest, namely, the Canadian Law of 12 May 1994, together with the Regulation implementing it, and the arrest of the *Estai*. The Spanish notes of protest adopt exactly the same standpoint as the European notes of protest, that is, the dual standpoint of fisheries and general international law, and deal with these two aspects just as indissociably as do the European notes.

055 80. Accordingly, in its Note of 10 March 1995, protesting against the boarding of the *Estai* the previous day, Spain not only protests against what it calls a "serious offence against international law", but also against the alleged breach by Canada of the rules relating to fisheries protection (Ann. 3 to the Application of Spain, p. 23, and Memorial of Spain, Ann. 8, Vol. I, p. 39).

81. And in a subsequent Note, dated 27 March 1995, Spain would once again base itself not only on the principle that "Canada cannot exercise any kind of jurisdiction over Spanish fishing vessels in international waters", but also on the fact that "Canada is endangering the efforts of the international community to secure broader co-operation in the management and conservation of fishery resources" (Memorial of Spain, Ann. 3, Vol. I, p. 13).

82. A few days later, a Spanish Note of 7 April 1995 was to reiterate precisely the same two claims: Canada's actions, it contends, are not only in breach of general international law, but also "endanger the efforts of the international community to secure broader co-operation in the management and conservation of fishery resources" (Memorial of Spain, Ann. 4, Vol. I, p. 17).

83. It may be also be added that, meanwhile the Canadian Government, in its Note of 10 March 1995 in reply to the Spanish Note of the same day, had justified the arrest of the *Estai* not by considerations pertaining to general international law but by the necessity to "put a stop to the overfishing of Greenland halibut by Spanish fishermen" (Application of Spain, pp. 9-10, and Ann. 4, p. 24; Memorial of Spain, Ann. 9, Vol. 1 p. 43). If one is to believe the Spanish Application (pp. 8-9), it was precisely this exchange of Notes of 10 March 1995 which sealed the dispute between Spain and Canada, and this reveals how untenable is the distinction, conceived, expounded and defended with great skill by our opponents, between a dispute with the European Union relating to fishing and a dispute with Spain relating to respect for the great principles of international law.

056

#### **The Agreement of 20 April 1995**

84. This conclusion drawn from the diplomatic exchanges is corroborated by the agreement concluded between the European Union and Canada on 20 April 1995 (the text of this agreement is reproduced in Annex 37 to the Counter-Memorial of Canada, Annexes, p. 415, and in Annex 24 to the Memorial of Spain, Annexes, Vol. 1 p. 373). Here, too, the questions relating to fisheries and those relating to State jurisdiction, titles and respect for the rights of the flag State are closely interlinked. Contrary to what Spain asserts, the agreement does not merely cover fishing problems

*stricto sensu*; it also pronounces on aspects of State jurisdiction, in other words, problems which, according to the Spanish thesis, form the subject-matter of the dispute with Spain. Accordingly, in its Section C, "Other Related Issues", the Agreed Minute states:

"Canada shall repeal the provisions of the Regulation of 3 March 1995 pursuant to the Coastal Fisheries Protection Act which subjected vessels from Spain and Portugal to certain provisions of the Act and prohibited these vessels from fishing for Greenland halibut in the NAFO Regulatory Area."

85. The agreement concluded with the European Union thus governs, in the most explicit manner conceivable, the protection of the Spanish flag, a subject which our opponents now claim is foreign to this agreement and forms the subject-matter of the dispute brought before the Court by the Spanish Application.

86. Moreover, it should not be overlooked, let me point out in passing, that, in the matters transferred to the European Union, such as fisheries, the European Commission represents the member States in international negotiations on those matters. Spain not only "followed the negotiation of the agreement and voted within the council [in favour of it]", as Professor Remiro Brotóns said (CR 98/9, p. 36, para. 9), but was also intimately involved in negotiating the agreement and represented in that agreement by the Commission, exactly as were all the other members of the Union. To make a distinction, as our opponents now do, between a fisheries dispute, the settlement of which was allegedly negotiated by the European Union, and a dispute concerning general international law matters, allegedly now before the Court, is to misunderstand the legal and political reality.

057 87. The truth, Mr. President, is the opposite of what Spain would have us believe. It is impossible to identify a conflict between Spain and Canada relating to respect for general international law which is allegedly distinct from a conflict between the European Union and Canada relating to fisheries. It is impossible to isolate a dispute relating to matters of general international law, and more particularly State jurisdiction, from a dispute relating to measures for the conservation and management of the living resources of the sea. The concept of "disputes arising out of or concerning conservation and management measures . . . and the enforcement of

such measures", which is the correct concept used by the reservation, covers both, questions of fisheries and questions of State jurisdiction and does so quite indissociably. These are two aspects of one single reality, as inseparable from one another as man is from his shadow.

88. There is scarcely any need to point out that the explanations I have just given are in no way aimed at broaching the subject of the apportionment of powers as between the European Union and member States. That is a matter foreign to our case, and on which the Court is not called upon to rule. Any more, I would point out, than we have to ask ourselves — and the Court has to determine — whether the Agreement of 20 April 1995 did or did not render moot the dispute submitted to the Court by Spain. As pointed out by the Agent of Canada, whether this dispute subsists, as Spain claims, or has been settled, as Canada believes, is of little importance: it is excluded from the jurisdiction of the Court by the reservation. My sole objective, in referring to the European problem, if I may so call it, has been to denounce the Spanish attempt to present the Application of Spain as being directed not against the measures of conservation and management but against measures by which Canada allegedly exceeded its jurisdiction under general international law.

058 89. There is yet another consideration, which irremediably condemns the Spanish theory of the two disputes. Since, according to that theory, it is only the dispute with the European Union which concerned the conservation and management of resources, it is only that dispute, according to the Spanish logic, which was covered by the Canadian reservation, not the dispute with Spain. Considering that the European Union has no capacity to act before the Court, has no *jus standi* to act before the Court, the Spanish thesis would imply that, in all cases where Canadian legislation has been applied to a member State of the European Union, the object and effect of the Canadian reservation would have been to shelter Canada from any remedy by the European Union, of which the Court could not in any case have been seised. Is it reasonable to suppose that this is what the Canadian Government had in mind when it amended its optional Declaration? Is it reasonable to suppose that this is what the reservation means?

90. Mr. President, Members of the Court, I am aware that my explanations have been protracted and not always as clear and concise as I might have wished. Perhaps the Court will be indulgent if I confess that it has been no easy task, within the very short time-limit given to us, to counter a Spanish argument which was substantially reworked in relation to the written pleadings.

91. This marks the end of the first round of Canada's oral argument. I thank the Court most sincerely for its attention. Thank you, Mr. President.

Le PRESIDENT: Merci Monsieur Weil. Cela termine le premier tour des plaidoiries. L'audience reprendra lundi matin à 10 heures. Je vous remercie beaucoup.

*L'audience est levée à 12 heures 50.*

---